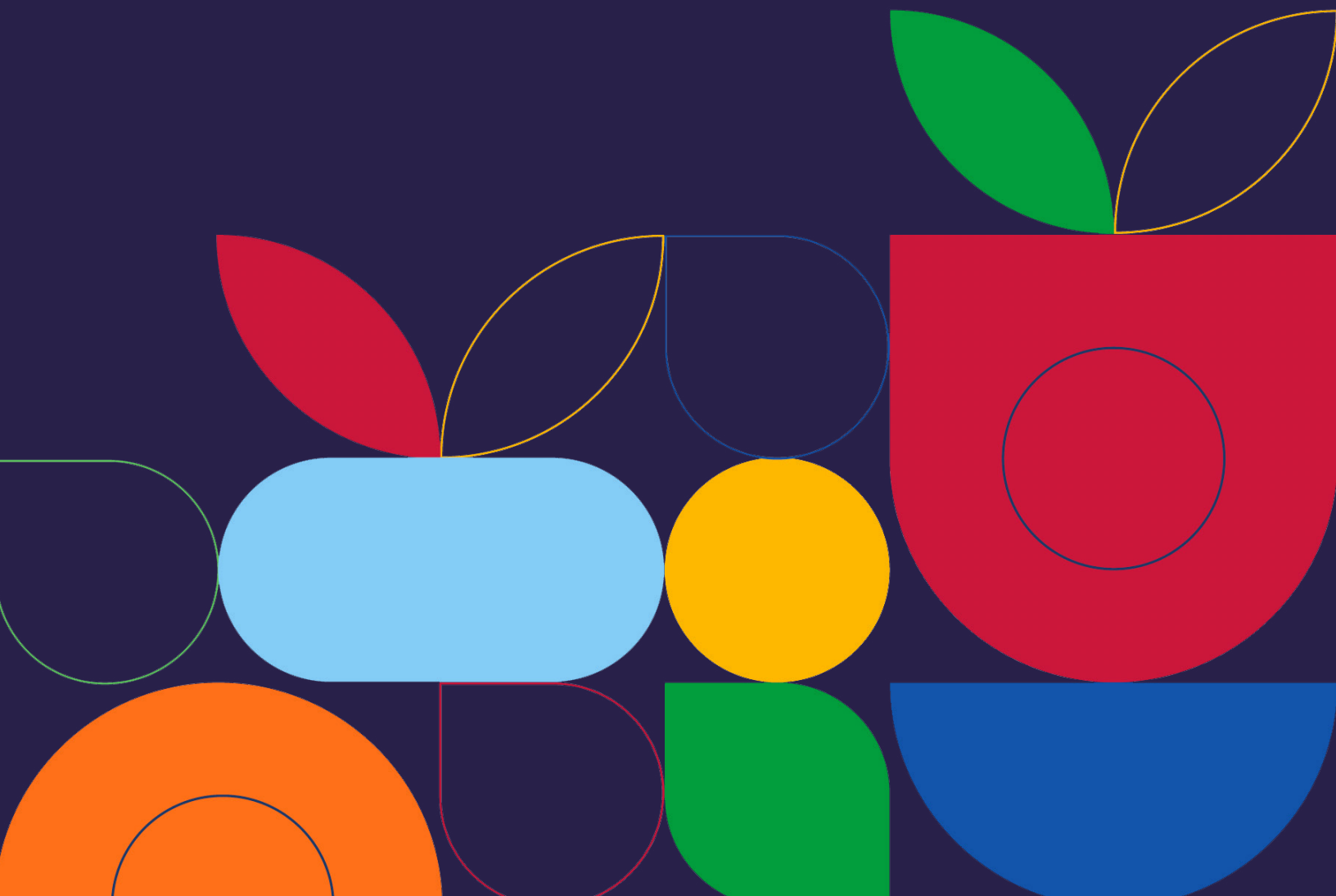




COMPOSANTE 1.2

Évaluations et diagnostics : Paysage du financement

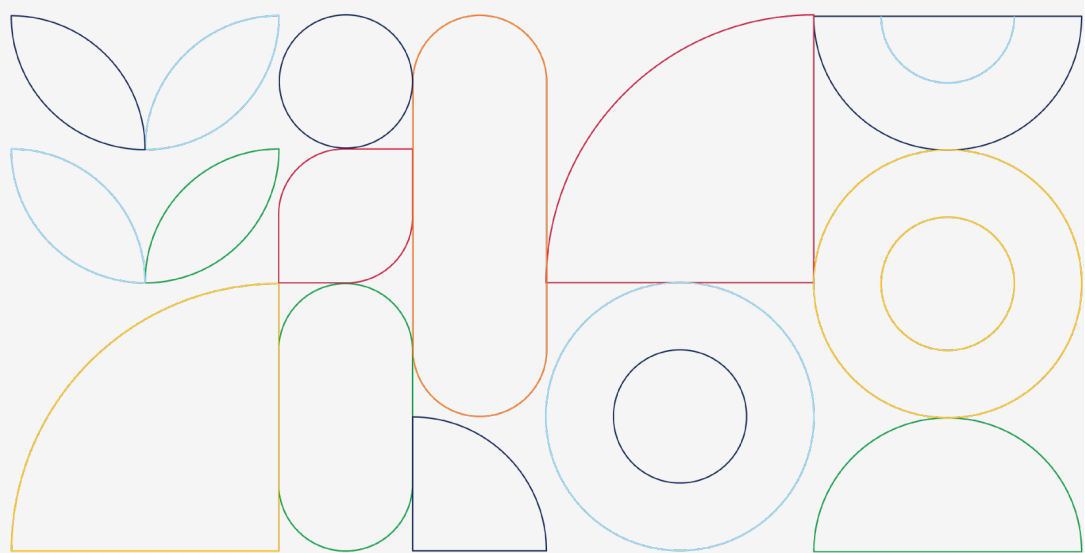
Cette version : décembre 2020

Commentaires et remarques : developmentfinance@un.org

Sommaire



1.	Présentation rapide	2
2.	Valeur des évaluations du paysage de financement	3
3.	Portée et limites	4
4.	« Mode d'emploi » – l'évaluation du paysage financier dans la pratique	9
4.1	Approche suggérée	9
4.2	Sources habituelles de données	20
4.3	Outils existants	24
5.	Évaluation du paysage du financement dans des différents contextes nationaux	29
6.	Enseignements tirés	30



1. Présentation rapide

L'évaluation du paysage du financement dresse un tableau exhaustif des sources et types existants de financement et de leurs contributions respectives au développement durable. Outre l'évaluation des besoins de financement (qui se concentre sur le volet demande), elle soutient l'identification des lacunes de financement¹ qu'une stratégie de financement permettra de combler. Elle peut mettre en lumière des opportunités pour un financement accru et/ou plus en adéquation et efficace, une meilleure gestion des risques, et identifier les fuites ou les secteurs et priorités qui manquent de ressources.

Comme souligné dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, il existe tout un éventail de ressources, aussi bien publiques que privées, nationales qu'externes, qui

peuvent contribuer à faire avancer les priorités nationales sur le développement durable. Leurs rôles diffèrent et elles ne sont généralement pas interchangeables, mais elles peuvent toutes contribuer à atteindre les ODD. Les flux de transferts de fonds, par exemple, ne peuvent pas compenser un déclin de l'assistance au développement du point de vue d'un budget national. Ils peuvent, en revanche, soutenir la consommation des ménages, l'éducation et la santé, ainsi que les investissements dans les PME, et contribuer par conséquent à atteindre les priorités de développement durable.



¹ L'expression « lacune de financement » se réfère à la différence entre le volume et le type de financement nécessaires pour atteindre les résultats de développement national qui ont été identifiés et le volume et le type de financement actuellement dépensés ou investis qui leur sont consacrés.

2. Valeur des évaluations du paysage de financement

Les évaluations du paysage du financement au sein d'un INFF peuvent aider les décideurs politiques à :

- **mieux comprendre** les **types et volumes de financement** actuellement dépensés/investis dans le pays, ainsi que leurs contributions respectives aux priorités de développement durable ;
- identifier les **opportunités** de mobiliser des volumes accrus de financement et/ou d'accroître l'influence des ressources existantes sur le développement durable ;
- évaluer la **viabilité du financement actuel**, et repérer les risques majeurs ou les contraintes sous-jacentes ;
- évaluer l'**efficacité des finances publiques actuelles** et définir de possibles réallocations ;
- élargir l'**orientation des stratégies de financement** à partir des finances publiques en faveur de l'utilisation de politiques publiques qui bénéficient d'un éventail plus large de sources et d'instruments de financement ;
- sensibiliser les autorités gérant plusieurs types de financement à leur **effet respectif sur le développement durable** ;
- accroître la prise de conscience et la compréhension sur les **questions de financement propres au pays**, de sorte qu'elles dépassent les cercles d'experts et de décideurs politiques axés sur le financement et atteignent les non-spécialistes et les entités de coordination.

L'analyse du paysage de financement devrait être examinée conjointement avec les autres éléments de la composante de l'INFF consacrée à l'évaluation et aux diagnostics. Lorsque l'évaluation du paysage est associée aux observations tirées de l'analyse des besoins de financement, des risques et des contraintes actives, elle peut aider les gouvernements à hiérarchiser les changements de politique et les réformes dans différents domaines de la politique de financement.

3. Portée et limites

L'analyse du paysage financier implique (i) une évaluation complète de tous les types de financement (public et privé, national et étranger) et de leurs tendances, et (ii) une analyse désagrégée de leur disponibilité en faveur des priorités de développement identifiées au niveau national et des ODD².

Le Tableau 1 présente les types de financement à inclure, les acteurs concernés et des exemples de contributions aux résultats du développement. Les flux de financement diffèrent par leurs caractéristiques et leurs mandats, et la Figure 1 illustre leurs contributions respectives aux résultats du développement durable.

Le **financement public** comprend les recettes publiques et la fiscalité, les emprunts publics (concessionnels et non concessionnels), la coopération au développement (APD, coopération Sud-Sud, coopération triangulaire et autres flux officiels pertinents) en tant que sources de financement public, ainsi que les dépenses et investissements publics (budgets et investissements hors budget, tels que les entreprises d'État et les banques nationales de développement). Le financement public est motivé par des

objectifs de politique publique (tels que l'équité, l'efficacité de l'allocation et la stabilisation) et contribue directement aux progrès en matière d'éducation, de santé, de protection sociale et d'autres priorités de développement durable. Certains instruments de financement public (tels que les obligations vertes) affectent directement les ressources empruntées à des investissements verts ou durables.

Le **financement privé** couvre les investissements directs (nationaux et étrangers) et la manière dont ils sont financés (fonds propres et financement par l'emprunt provenant de sources nationales et internationales). Il est principalement axé sur le profit. Il apporte des contributions essentielles au développement durable, par exemple par la création d'emplois, la croissance et le paiement d'impôts qui augmentent la marge de manœuvre fiscale, ainsi que par des investissements directs dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie, la technologie, l'infrastructure, l'énergie et d'autres. Cependant, l'investissement privé n'est pas toujours aligné sur le développement durable ; la politique publique a un rôle crucial à jouer en tenant compte des compromis et en encourageant un alignement solide sur des priorités nationales identifiées.

² This approach builds on the methodology originally developed through UNDP's development finance assessments (DFA), as well as other assessment methodologies developed by the international community.

TABLEAU 1.

VUE D'ENSEMBLE DE LA PORTÉE – TYPES, FLUX, ACTEURS, RÉSULTATS

TYPE DE FINANCEMENT	FLUX DE FINANCEMENT	ACTEURS/INSTITUTIONS CONCERNÉS	EXEMPLES DE LIENS VERS DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
<p>FINANCES PUBLIQUES</p> <p>DOMAINES D'ACTION DU PROGRAMME D'ADDIS-ABEBA A (RESSOURCES PUBLIQUES NATIONALES), C (COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT), E (DETTE ET VIABILITÉ DE LA DETTE)</p>	<p>Finances publiques des administrations publiques : recettes</p>	<p>Ministère des Finances, administration fiscale</p>	<p>Ne laisser personne de côté : progressivité du système fiscal ; Égalité des sexes : charge imposée par le système fiscal en fonction du sexe ; Dignité au travail : fardeau fiscal pour les PME et les secteurs hautement créateurs d'emplois ; utilisation et conception des avantages fiscaux</p>
	<p>Finances publiques des administrations publiques : dépenses du gouvernement</p>	<p>Ministère des Finances, ministères subordonnés, autorités de contrôle nationales</p>	<p>Ne laisser personne de côté : mise en place d'une sécurité sociale/de filets de sécurité ; Égalité des sexes : budgétisation et prestation de services sensibles au genre ; Dignité au travail : programmes visant à promouvoir les secteurs créateurs d'emplois, acquisition de compétences</p>
	<p>Emprunts publics</p>	<p>Ministère des Finances, Bureau de gestion de la dette</p>	<p>Ne laisser personne de côté : fournir un meilleur espace fiscal pour les dépenses relatives aux services publics ; Dignité au travail : les emprunts intérieurs peuvent avoir des répercussions sur le développement du secteur financier et l'accès des entreprises au financement</p>
	<p>Investissements publics (hors budget) et quasi fonds publics</p>	<p>Entreprises d'État, banques nationales de développement, autorités infranationales, etc.</p>	<p>Ne laisser personne de côté : fourniture de services de base comme l'eau, l'énergie, le système sanitaire ; Égalité des sexes : égalité des sexes face à la prestation de services ; Dignité au travail : investissements dans l'infrastructure favorable au développement économique</p>
	<p>Coopération au développement</p>	<p>Ministère des Finances, de la Planification, des Affaires étrangères, ministères subordonnés, partenaires de développement, autorités de contrôle nationales</p>	<p>Ne laisser personne de côté : soutien à la prestation de services, programmes de lutte contre la pauvreté ; Égalité des sexes : émancipation économique des femmes et programmes en faveur de l'égalité des sexes ; Dignité au travail : financement des infrastructures, soutien au développement commercial ; Climat : soutien à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets</p>

TYPE DE FINANCEMENT	FLUX DE FINANCEMENT	ACTEURS/INSTITUTIONS CONCERNÉS	EXEMPLES DE LIENS VERS DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
<p>SOURCES PRIVÉES DE FINANCEMENT ET INVESTISSEMENTS</p> <p>DOMAINES D'ACTION DU PROGRAMME D'ADDIS-ABEBA B (ACTIVITÉ PRIVÉE NATIONALE ET INTERNATIONALE ET FINANCEMENT), F (PROBLÈMES SYSTÉMIQUES)</p>	Investissements directs (nationaux et étrangers)	Ministères concernés, agences de promotion des investissements, etc.	<p>Dignité au travail : création d'emplois décents ; Égalité des sexes : opportunités d'emploi pour les femmes ; Climat : solutions innovantes pour le climat</p>
	Investissements de portefeuille (nationaux et étrangers)	Banque centrale, autorités de réglementation du secteur financier	<p>Dignité au travail : Création d'emplois décents ; Égalité des sexes : opportunités d'emploi pour les femmes</p>
	Prêts bancaires nationaux ; emprunts auprès de banques internationales (secteur financier)	Banque centrale, autres autorités de réglementation, associations professionnelles concernées	<p>Dignité au travail : financement des entreprises (par exemple, PME) qui créent des emplois ; Égalité des sexes : inclusion financière pour les femmes</p>
	Transferts de fonds	Banques centrales ; services gouvernementaux/ministères dédiés ; diaspora	<p>Ne laisser personne de côté : transferts qui prennent en charge les dépenses relatives à la consommation de produits de première nécessité</p>
	Investissement d'impact (national et international)	Gestionnaires de fonds, institutions financières/ banques, investisseurs individuels, fondations	<p>Ne laisser personne de côté et climat : investissements qui visent à avoir des répercussions sociales ou environnementales positives (en plus de générer des retours financiers)</p>
	Dépenses philanthropiques et contributions volontaires (nationales et internationales)	ONG, fondations, organisations confessionnelles	<p>Ne laisser personne de côté : fourniture de services essentiels ; Égalité des sexes : promotion des droits des femmes</p>

Il existe une plus petite composante de **financement privé**, y compris les investisseurs d'impact (ceux qui investissent en vue d'obtenir à la fois des rendements financiers et des impacts non économiques) et la philanthropie, qui n'est **pas commerciale**. Bien qu'il soit en augmentation, l'investissement d'impact reste modeste par rapport à d'autres flux financiers³, mais il peut néanmoins avoir un poids significatif, selon le projet. La philanthropie est souvent, mais pas toujours, alignée sur les objectifs des politiques publiques et les priorités nationales.

Le **financement mixte**, qui combine les financements publics et privés⁴, est particulièrement utile lorsque les investissements privés ne sont pas compétitifs en termes de risque et de rendement, mais qu'ils ont des retombées positives sur le développement durable, par exemple dans les domaines de l'infrastructure (Figure 1) ou dans le développement de nouveaux marchés.

Les **transferts de fonds** sont une source de revenus pour les ménages, mais ils méritent d'être soulignés dans une évaluation du paysage financier parce qu'ils donnent accès à des devises étrangères et soutiennent ainsi la balance des paiements d'un pays. Les transferts de fonds peuvent répondre aux besoins des ménages, notamment en matière d'éducation et de santé, et peuvent également servir à soutenir l'investissement dans les entreprises familiales, telles que les PME. Ils sont généralement moins cycliques que de nombreux autres flux de la balance des paiements (à l'exception notable des chocs mondiaux tels que la Covid-19). Des appels sont également lancés en faveur d'obligations ciblant la diaspora, qui sont des instruments d'emprunt gouvernementaux destinés spécifiquement à la diaspora. Cependant, à ce jour, il y a eu peu de cas d'émission réussie d'obligations ciblant la diaspora.

Dans tous les cas, les politiques et les actions publiques (au niveau national et international) créent un environnement favorable qui détermine la manière dont les flux financiers contribuent aux priorités de développement.

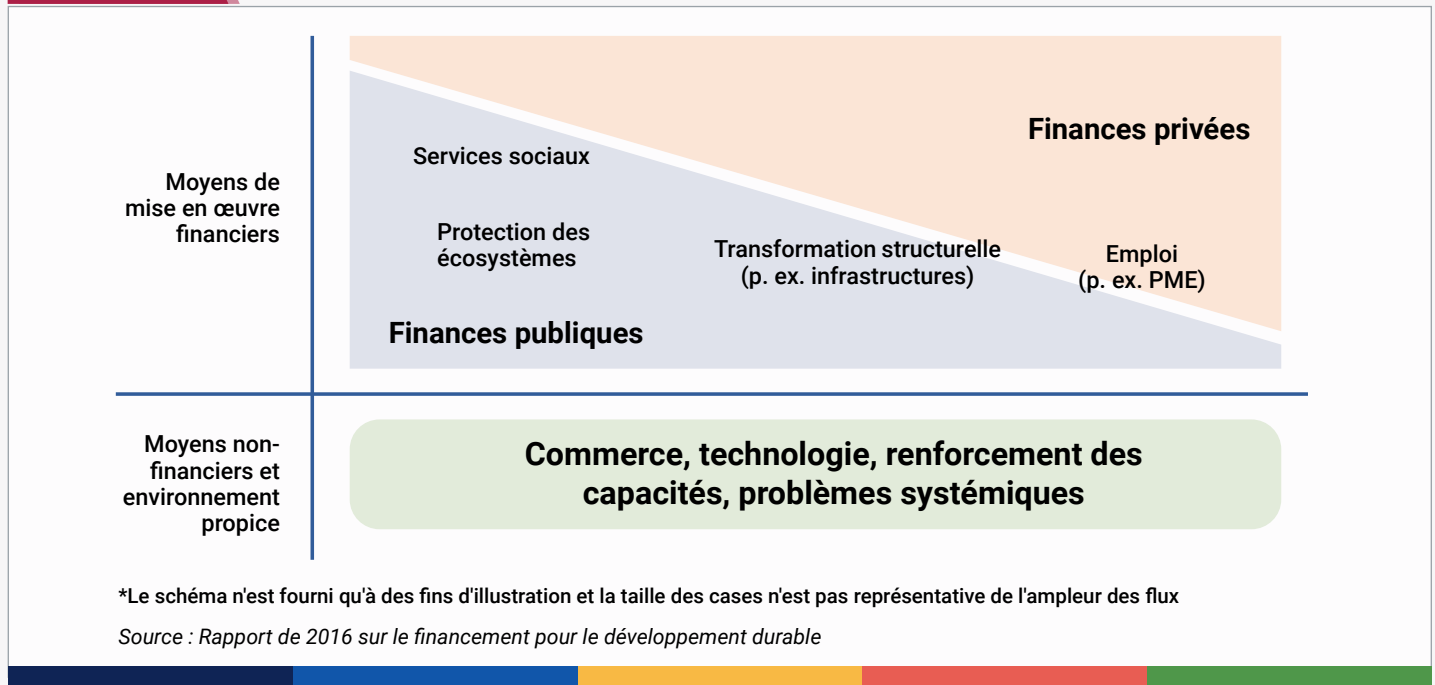
La couverture et la comparabilité des données sont un défi et une limite fréquents des évaluations du paysage financier. Pour qu'une analyse soit complète, il faut que les données proviennent d'un large éventail de sources. Cependant, les données requises, en particulier celles sur les investissements privés nationaux, les investissements et les dépenses des entités publiques, des ONG et des fonds philanthropiques, peuvent être partielles ou ne pas être disponibles du tout. De même, il n'est pas toujours possible de mesurer l'incidence des flux financiers, c'est-à-dire de relier les données sur les flux financiers aux résultats. L'Encadré 1 présente les défis les plus courants, tandis que la section 4.2 expose les mesures qui peuvent être prises pour résoudre ou atténuer les répercussions de bon nombre de ces défis.

3 Selon l'enquête annuelle de 2020 sur les investisseurs d'impact menée par le Global Impact Investing Network (GIIN), le marché de l'investissement d'impact est estimé à 715 milliards de dollars américains.

4 Le financement mixte peut se définir de plusieurs manières. Le programme d'action d'Addis-Abeba (paragraphe 48) définit le financement mixte comme étant la combinaison de « financements publics concessionnels et de financements privés non concessionnels » (y compris les financements publics nationaux et internationaux pour la composante publique et les financements privés non concessionnels commerciaux et des IFD pour la composante privée). Pour l'OCDE, c'est « l'utilisation stratégique du financement du développement pour la mobilisation de financements supplémentaires en faveur du développement durable dans les pays en développement » (le financement du développement faisant référence au financement externe, qu'il soit public ou philanthropique, et le financement supplémentaire désignant quant à lui le financement commercial, qu'il provienne de sources publiques ou privées). Le groupe de travail des IFD sur le financement concessionnel mixte pour les projets du secteur privé le définit quant à lui comme « la combinaison d'un financement concessionnel provenant de donateurs ou de tiers et du financement normal du compte propre des IFD et/ou du financement commercial provenant d'autres investisseurs ».

FIGURE 1.

LE CONTINUUM DES FINANCEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS ET LES MOYENS NON FINANCIERS POUR PARVENIR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE



ENCADRÉ 1.

DÉFIS COMMUNS DANS LA RÉALISATION D'ÉVALUATIONS DU PAYSAGE FINANCIER

Les défis les plus courants auxquels sont confrontés les pays qui entreprennent une analyse du paysage financier peuvent être résumés comme suit :

- le manque de données sur certains types de financement (en particulier les investissements privés nationaux, les dépenses et les investissements des ONG, des organisations confessionnelles et des organisations philanthropiques et, dans certains contextes, les dépenses et les investissements des entités publiques), ou leur faible comparabilité avec les sources internationales de données ;
- les difficultés à établir un lien entre les flux et les résultats en matière de développement durable et/ou les priorités thématiques telles que l'égalité des sexes, par exemple en raison de l'insuffisance des données ventilées par sexe ;
- le risque de double comptage quand il n'est pas possible de prendre en compte les chevauchements entre les données provenant de différentes sources ;
- le manque de données actualisées sur certains types de financement, en particulier pendant les périodes de changement rapide (comme celles que connaissent les pays du fait de la pandémie de Covid-19) ;
- les difficultés à projeter les tendances en matière de financement.

4. « Mode d'emploi » – l'évaluation du paysage financier dans la pratique

4.1. Approche suggérée

La Figure 2 présente les principales étapes d'une évaluation efficace du paysage financier au sein des INFF. Ces étapes comprennent une évaluation du paysage financier global (financement public, privé, national et international), une analyse de l'utilisation du financement pour différents secteurs et priorités de développement (en vue de créer une base de référence des flux existants

et des lacunes de financement), et des liens avec les évaluations des risques et des contraintes actives. Les consultations avec les parties prenantes concernées, telles que celles énumérées dans le Tableau 1 de la Composante 1 – Évaluations et diagnostics: vue d'ensemble, devraient compléter l'analyse des données quantitatives, en particulier lorsqu'il existe des lacunes dans les données et/ou lorsque l'expertise pratique locale peut permettre d'expliquer les tendances et les affectations de financement.

FIGURE 2. CONSEILS ÉTAPE PAR ÉTAPE

ÉTAPE 1 : ÉVALUATION GLOBALE DU PAYSAGE DE FINANCEMENT

- *Quelle est l'échelle des dépenses et investissements actuellement en cours dans le pays ?*
- *Comment sont-ils financés ?*
- *Que montrent les tendances historiques (par exemple, est-ce que les ressources critiques augmentent, stagnent ou déclinent) ?*
- *La trajectoire de financement du pays est-elle viable ?*
- *Que montrent les objectifs nationaux et les comparaisons entre pairs en termes de types de financement pouvant être sous-utilisés actuellement ?*

ÉTAPE 2 : ANALYSE DE L'AFFECTATION ET DE L'UTILISATION DU FINANCEMENT, LACUNES ET LIENS VERS LES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- *Dans quelle mesure le financement actuel est-il en adéquation avec les priorités du développement durable national ?*
- *comment les priorités thématiques, les secteurs et les sites infranationaux sont-ils financés ?*
- *quelles sont les lacunes en matière de financement ? (lien vers l'évaluation des besoins de financement)*

ÉTAPE 3 : TRANSMETTRE LES CONCLUSIONS DANS D'AUTRES ÉLÉMENTS DE LA COMPOSANTE ÉVALUATIONS ET DIAGNOSTICS

- *(Transmettre les conclusions dans l'évaluation des risques) Quels domaines de risque l'analyse permet-elle de repérer ?*
- *(Intégrer les résultats dans les diagnostics sur les contraintes actives) Y a-t-il des domaines mis en évidence dans l'analyse dans lesquels des problèmes sous-jacents peuvent entraver l'utilisation efficace et efficiente des ressources ou la mobilisation d'un financement suffisant ou adéquatement aligné ?*

Étape 1 : évaluation globale du paysage de financement

L'analyse globale évalue l'ampleur et les tendances des financements publics, privés et externes disponibles pour les priorités nationales, et cherche à identifier les principales opportunités et difficultés de financement. Elle aide les décideurs politiques à se faire une idée globale qui permet d'établir des priorités entre les différents domaines de financement et d'orienter la stratégie de financement. Les questions telles que celles énumérées à la Figure 2 peuvent aider à cibler l'analyse et à présenter les résultats dans des formats accessibles aux nonspécialistes et aux entités de coordination.

La section 4.3 donne un aperçu des outils proposés par la communauté internationale pour assister cette évaluation. Il s'agit notamment d'outils complets, comme les évaluations du financement du développement (DFA) du PNUD et les outils suivants de la CESAO : calculateurs visuels interactifs du coût des ODD, simulateurs de financement des ODD, solveurs de financement des ODD, estimateurs de l'écart de financement des ODD et boîte à outils sur les liens entre les ODD. Elle comprend également des outils plus ciblés, tels que les examens de la politique d'investissement de la CNUCED ou l'analyse

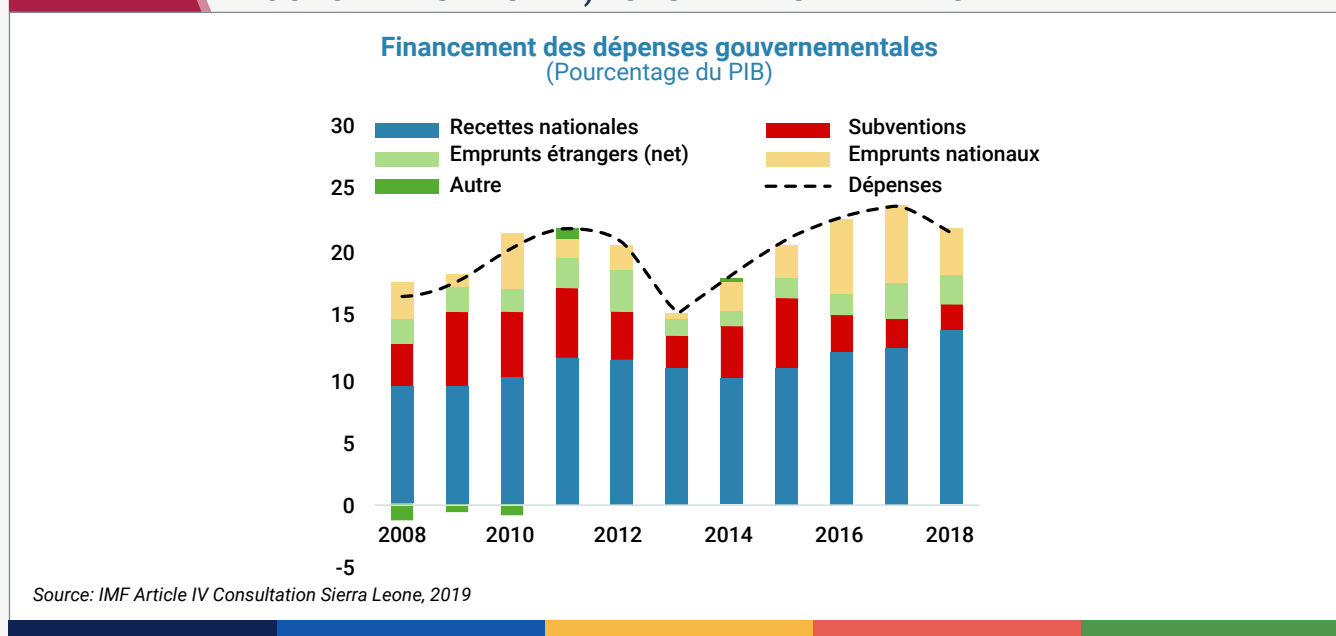
de la viabilité de la dette du FMI ; des outils sectoriels, tels que le diagnostic par pays du financement de la santé de l'OMS ; et des outils transversaux, tels que la budgétisation sensible au genre et les diagnostics sur le financement du climat, ainsi que les examens budgétaires tenant compte des risques de catastrophe.

Ampleur et composition du financement et principales tendances

Financement public. Le financement public est sous le contrôle direct des décideurs politiques et peut être ciblé pour des investissements dans les priorités nationales et les ODD. Le compte fiscal brosse une image complète des recettes, des dépenses et du financement (emprunt) du secteur public, y compris des données sur les principales sources de financement public (par exemple : impôts, taxes et autres recettes non fiscales ; subventions, telles que l'APD sur le budget ; et emprunts publics auprès de sources nationales et extérieures). La Figure 3 donne un exemple de dépenses et de financements publics en Sierra Leone, sur la base d'une évaluation au titre de l'article IV du FMI.

Au-delà de ces ressources placées sous le contrôle direct du gouvernement, il existe d'autres types de financements

FIGURE 3. FINANCEMENT DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES (EN POURCENTAGE DU PIB) : CAS DE LA SIERRA LEONE



publics permettant de financer les objectifs des politiques publiques. Cela inclut l'APD hors budget et d'autres formes de coopération au développement, ainsi que les dépenses et les investissements des entreprises d'État et des banques nationales de développement (BND). Les entreprises d'État et les banques nationales de développement peuvent être des acteurs majeurs dans des secteurs clés du développement durable (tels que l'énergie, l'eau et l'assainissement). Leur financement combiné, dans lequel entre notamment leur relation avec le gouvernement central, doit être pris en compte dans le cadre de l'analyse du paysage du financement du pays. Dans de nombreux pays, les BND jouent un rôle important, en raison de leurs mandats explicites en matière de développement et de leur capacité à financer directement des objectifs de politique publique. Les données relatives à ces institutions publiques peuvent provenir de diverses bases de données nationales et/ou internationales (voir le Tableau 2 à la section 4.2) et peuvent compléter les données des comptes fiscaux pour brosser un tableau complet de l'aspect financement public dans l'évaluation du paysage du financement.

Finances privées. Les décideurs politiques peuvent également prendre des mesures pour mobiliser et mieux aligner les investissements privés existants sur les priorités du développement durable et **augmenter l'enveloppe** du financement privé. Fortement dépendant

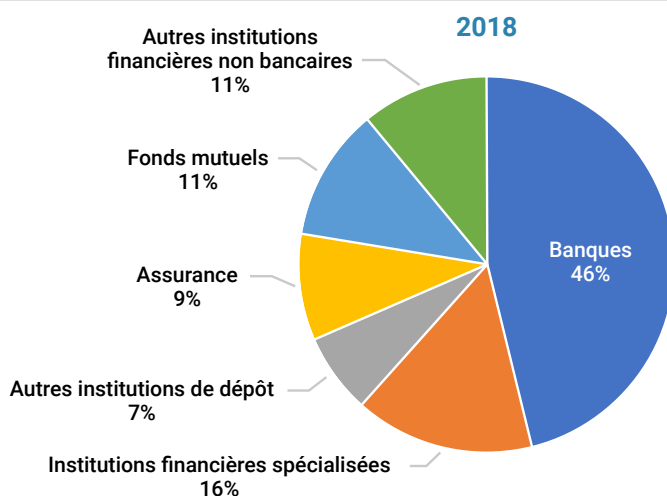
des développements macroéconomiques plus larges, le financement privé est plus complexe à analyser, souvent avec des données plus limitées que le financement public abordé ci-dessus. Un large éventail d'indicateurs pourrait être envisagé pour évaluer le développement du secteur financier et sa capacité à financer des investissements dans le développement durable.

En ce qui concerne l'investissement réel ou direct, de nombreux pays ne disposent pas de données complètes sur l'investissement total des entreprises nationales, de sorte qu'il peut être nécessaire d'utiliser des approximations pour faire des estimations. La formation brute de capital fixe privée intègre les acquisitions au stock de capital d'une économie par le secteur privé. Elle est couramment utilisée comme indicateur de l'investissement privé. Elle comprend à la fois l'investissement direct national et l'investissement direct étranger (IDE).

En termes de flux financiers, le crédit national au secteur privé est un indicateur des sources de financement nationales. L'investissement national peut également être financé par des emprunts extérieurs privés. Les flux d'IDE comprennent également un élément financier, par exemple des prêts intra-entreprise (voir également la Figure 5). Les flux transfrontaliers d'actions de portefeuille sont également quantifiables et représentent principalement des transactions sur le marché secondaire des bourses nationales.

FIGURE 4.

STRUCTURE DU SYSTÈME FINANCIER (EN POURCENTAGE DES ACTIFS FINANCIERS TOTAUX) : CAS DE LA THAÏLANDE



Source : Rapport-pays du FMI n° 19/318 (octobre 2019) Programme d'évaluation du secteur financier de la Thaïlande
 Remarque : IFNB : Institutions financières non bancaires ; IFS : Institution financière spécialisée

En outre, les indicateurs de la taille du secteur financier (par exemple, la valeur des actifs financiers, les dépôts bancaires, le pourcentage du PIB), de la structure (par exemple, la part des actifs détenus par les banques, les non-banques, les marchés financiers, comme le montre la Figure 4), de l'étendue (par exemple, l'inclusion financière) et de la profondeur (par exemple, la disponibilité du financement à long terme) peuvent éclairer le rôle du secteur financier en tant que source et mécanisme d'acheminement des ressources vers l'investissement. Ils peuvent également mettre en évidence des domaines de risque et/ou des défis qui peuvent informer respectivement les évaluations des risques et les contraintes actives (voir les conseils des composantes 1.3 et 1.4).

Certains types de financement privé ont un mandat de développement plus explicite et peuvent être suivis séparément : ils comprennent les flux de financement privé qui sont directement soutenus ou encouragés par les finances publiques et l'association d'instruments, l'investissement d'impact du secteur privé et le financement privé non commercial, tel que les dépenses philanthropiques et les activités des ONG. Dans certains contextes, le financement communautaire joue également un rôle, y compris par exemple dans la fourniture de services dans le [secteur de l'eau](#). Si les données ne sont pas disponibles au niveau central, les associations de [fondations](#) ou d'ONG peuvent être en mesure d'apporter un éclairage sur l'ampleur et l'utilisation de ce type de financement, et doivent être consultées dans le cadre de l'évaluation du paysage du financement.

La finance islamique pourrait également jouer un rôle important dans le paysage du financement. Dans des contextes pertinents et à la lumière de principes bien alignés sur les ODD, ce rôle devrait être mis en évidence dans l'évaluation et peut être pertinent pour l'analyse des finances tant publiques que privées. Par exemple, en février 2018, le [gouvernement indonésien](#) a émis le premier sukuk (obligation islamique) vert souverain au monde pour soutenir l'engagement du pays dans la lutte contre le changement climatique. Des outils tels que la Zakat, la Sadakah et le Waqf peuvent être pris en compte dans le cadre de l'analyse des financements privés, par exemple parallèlement au financement philanthropique⁵.

Dresser un tableau d'ensemble. En raison de leurs propriétés et mandats uniques, il n'y a pas d'intérêt à additionner les différents types de financement public et privé en un chiffre global. Ils sont en effet complémentaires

et ne peuvent souvent pas se substituer l'un à l'autre (voir la section 3 ci-dessus). Comme indiqué à la section 4.2, les limites des données peuvent également accroître le risque de les comptabiliser deux fois. Cependant, la comparaison de leur ampleur et de leurs tendances peut aider les décideurs politiques à comprendre la dynamique et les inter-connexions entre les financements publics et privés, et fournir une base pour l'identification des défis et des opportunités de financement les plus pertinents. Il peut également en ressortir une première approximation des lacunes de financement, qui sont ensuite précisées au niveau sectoriel (voir l'étape 2 ci-dessous).

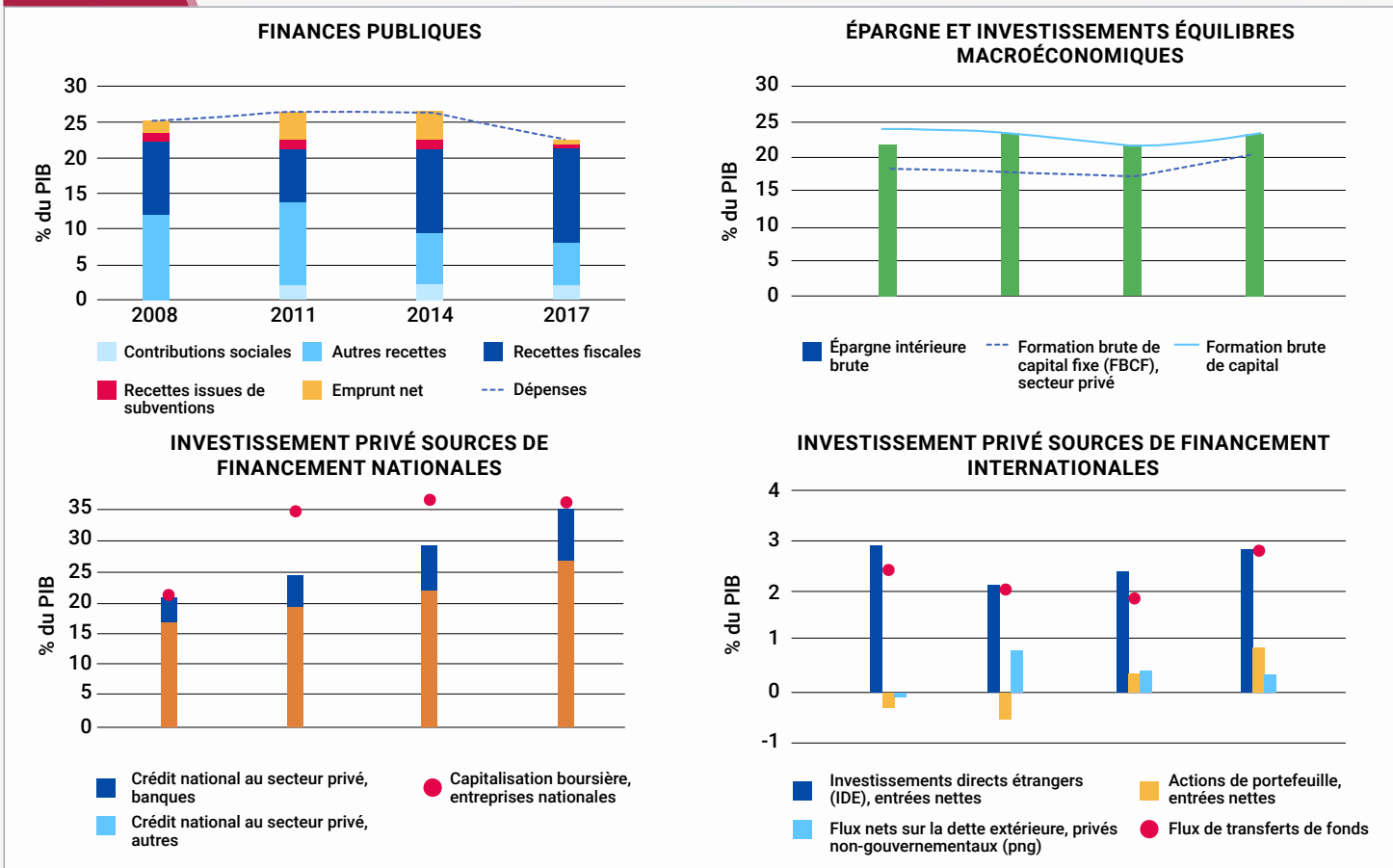
La Figure 5 donne un exemple de paysage du financement global, en s'appuyant sur l'exemple du Mexique. Elle réunit un graphique sur le paysage des finances publiques (à la fois les dépenses du gouvernement et les sources de financement public); un graphique macro-centré sur le taux d'épargne et d'investissement national, et l'investissement privé en particulier; et deux graphiques sur les différents types de financement privé national et étranger pour financer l'investissement. Tous les flux sont exprimés en pourcentage du PIB, ce qui donne un aperçu de leur ampleur relative, montrant par exemple l'importance des sources de financement nationales pour l'investissement privé, l'amélioration des équilibres budgétaires due à l'augmentation des recettes fiscales et la croissance régulière de la formation brute de capital. L'importance des transferts de fonds de l'étranger constitue une source potentielle supplémentaire de financement pour les ménages et les entreprises.

Les outils existants, tels que les DFA ou les études de cas sur la [Transition financière de l'OCDE](#), permettent également une analyse globale du paysage du financement. La Figure 6, par exemple, issue de la [DFA des Philippines de 2017](#), met en avant la domination des flux nationaux (public et privé), les faibles niveaux de financement commercial international (faisant apparaître la nécessité de renforcer l'environnement propice pour les investissements du secteur privé) et le rôle important des transferts de fonds.

Pour évaluer les effets des chocs et des crises en temps réel, par exemple dans le contexte de la pandémie de COVID-19, il peut également être utile d'avoir une vue d'ensemble du paysage du financement. Quand elles sont disponibles, les données dont la périodicité est élevée peuvent faciliter l'analyse en temps réel et éclairer la réponse politique à la crise ainsi que la planification de la reprise. Il s'agit notamment des données annuelles sur

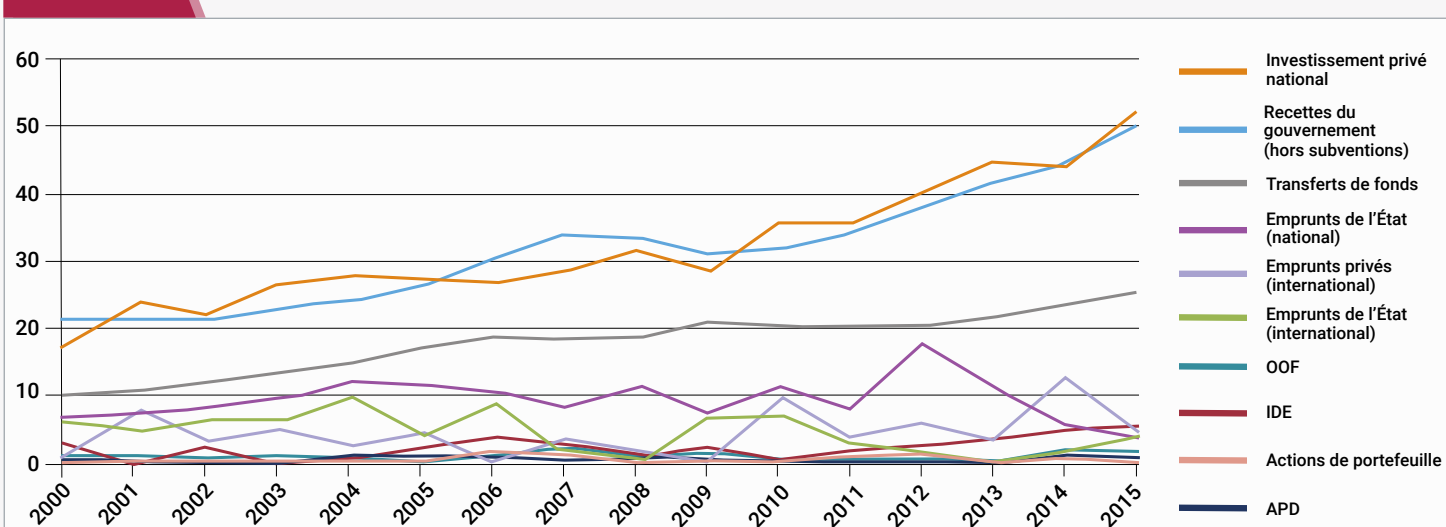
⁵ Vous trouverez ici un examen des utilisations possibles de la finance islamique dans le contexte des ODD : <https://www.undp.org/content/undp/en/home/partners/islamic-finance.html>

FIGURE 5. PAYSAGE DU FINANCEMENT AGRÉGÉ : EXEMPLE ISSU DES DONNÉES DU MEXIQUE



Source: UN DESA, based on IMF Government Finance Statistics and Financial Development Index Database, World Bank Global Financial Development Database and World Development Indicators

FIGURE 6. PAYSAGE DU FINANCEMENT GLOBAL : CAS DE LA DFA DES PHILIPPINES DFA



Source: Aperçu de l'évaluation du financement du développement aux Philippines, 2017

les modifications et les dépenses du budget des finances publiques, des flux de transferts de fonds, qui sont souvent suivis sur une base mensuelle par la Banque centrale, des données des marchés financiers (telles que les données sur les prêts, les taux de change, les rendements des obligations souveraines et les flux d'investissements de portefeuille), des prêts bancaires internationaux et de certains flux financiers humanitaires.

Viabilité du financement

La viabilité de la position budgétaire et extérieure d'un pays (y compris la viabilité de la dette publique et extérieure, l'accès à des devises suffisantes pour financer les importations vitales) dépend des flux nets sur la durée. Les stocks critiques (stocks de dette publique et extérieure, réserves de change) et les sorties (y compris les fuites de capitaux et les flux financiers illicites) doivent également être évalués, en liaison avec une évaluation plus large des risques (voir les conseils de la composante 1.3 « Évaluation des risques »).

Rapprocher les stocks et les flux. Le compte fiscal est régulièrement rapproché des principaux stocks, en particulier de la dette publique. Les bilans du secteur public pourraient également être interprétés de manière plus large afin d'inclure non seulement la dette publique brute, mais aussi l'ensemble des passifs (y compris les passifs éventuels) ainsi que les actifs publics. Ces bilans sont souvent mal compris en raison de l'insuffisance des rapports et du manque de données. Pourtant, ils permettraient d'accroître la transparence et la responsabilité, de révéler les risques et de faire la lumière sur les passifs cachés et les actifs du secteur public (voir En-cadré 2). Ce dernier point est particulièrement important dans le contexte des ODD : les investissements publics dans les ODD, par exemple dans des infrastructures durables et d'autres actifs non financiers, créent de la richesse publique, augmentent les recettes publiques à long terme et soutiennent le développement durable.

La balance des paiements peut être utilisée pour réconcilier les flux de financement extérieur et les variables de stock afin d'évaluer la viabilité de la position extérieure du pays et de ses actifs extérieurs⁶. Les flux de financement comptabilisés dans les données de la balance des paiements, tels que les investissements directs et les investissements de portefeuille dans le compte financier, les annulations de dettes dans le compte de capital, et l'aide et les transferts de fonds dans le compte courant,

sont également incorporés dans les analyses des finances publiques et privées mentionnées ci-dessus. Cependant, en examinant chacun de ces éléments séparément, on peut obtenir un niveau d'analyse supplémentaire utile et pertinent pour la politique, et mettre en lumière des domaines de risque potentiels qui pourraient autrement être négligés (voir les conseils de la Composante 1.3 : évaluation des risques).

Flux illicites. Les flux financiers illicites ne sont pas couverts dans les flux mentionnés ci-dessus. Bien qu'il soit difficile de les estimer en raison de leur nature clandestine, plusieurs tentatives de quantification sont en cours. Les commissions régionales des Nations unies mesurent les composantes des flux financiers illicites, telles que la fausse facturation commerciale. Le Groupe de travail technique pour la mesure statistique des flux financiers illicites, lancé par l'ONUDC et la CNUCED dans le contexte du cadre mondial d'indicateurs des ODD, teste sur le terrain des méthodologies statistiques afin d'étayer les estimations des flux financiers illicites au niveau national.

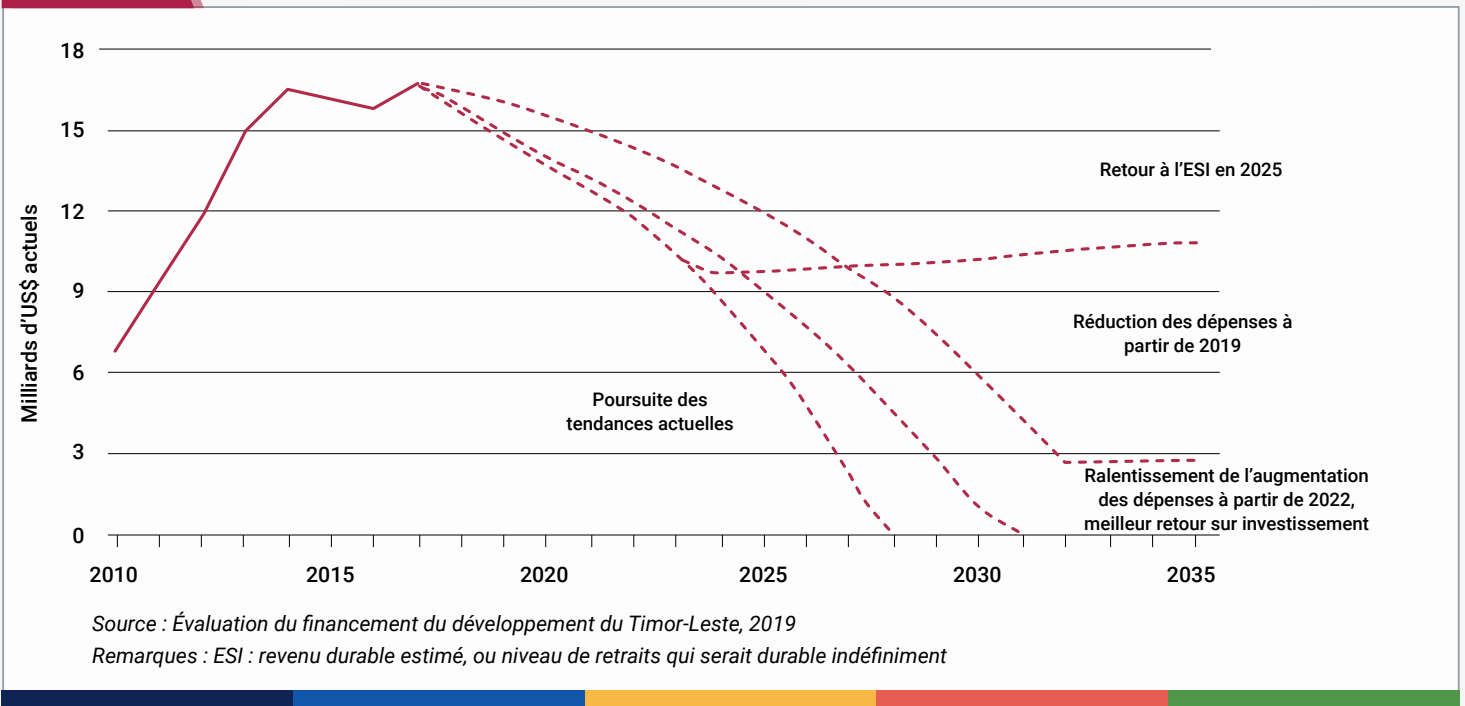
Scénarios et tendances prospectives. L'analyse des tendances peut révéler si les ressources essentielles augmentent, stagnent ou déclinent. Les scénarios et les tendances prospectives peuvent aider les gouvernements à déterminer s'il faut intervenir au niveau de la politique. Les risques identifiés dans l'évaluation des risques (voir les conseils de la composante 1.3) doivent être pris en compte lors de l'évaluation de ces tendances futures.

La boîte à outils de l'OCDE sur le financement de la transition (voir Tableau 3), par exemple, aide à anticiper les défis qui résultent de l'augmentation du revenu par habitant et de l'accès aux différentes sources de financement qui en découle. Au Timor-Leste, des scénarios prospectifs ont été utilisés dans le cadre d'une DFA pour évaluer les trajectoires futures potentielles du Fonds pétrolier du pays (Figure 7).

Ce dernier représente une source de revenus essentielle mais limitée pour le gouvernement ; des scénarios prospectifs ont soutenu les discussions entre les décideurs politiques sur l'investissement de ses ressources, les options plus larges pour une mobilisation durable des revenus nationaux et l'amélioration de l'environnement pour la croissance du secteur privé. À l'étape 2 ci-dessous, des exemples supplémentaires montrent comment les tendances prospectives peuvent également servir à étayer l'estimation des lacunes de financement au niveau sectoriel.

6 La terminologie relative à la balance des paiements qui est utilisée dans ces conseils est conforme à la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI (MBP6), disponible ici : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/bopman6.htm>.

FIGURE 7. SCÉNARIOS PROSPECTIFS : CAS DU FONDS PÉTROLIER DU TIMOR-LESTE



ENCADRÉ 2. APPLICATION DE L'ANALYSE DU BILAN PUBLIC

L'analyse du bilan du secteur public porte sur l'ensemble de ce que l'État détient et doit : les actifs et les passifs accumulés que le gouvernement contrôle, tels que les entreprises publiques, les ressources naturelles et les engagements de retraite. Elle fait ainsi l'inventaire de la richesse publique tout en permettant d'identifier les déséquilibres et d'évaluer la résilience des finances publiques. En outre, l'analyse du bilan intertemporel (qui combine la richesse actuelle et les recettes et dépenses futures) peut donner un aperçu de la viabilité des finances publiques et compléter d'autres analyses de scénarios et de tendances prospectives mentionnées ci-dessus.

Seule une poignée de pays (dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni) gèrent le patrimoine public en se servant de bilans. Cela leur permet d'améliorer la gestion des actifs et d'optimiser l'efficacité et le rendement des actifs publics, ainsi que d'identifier et de gérer les risques fiscaux émanant du bilan lui-même ou de chocs extérieurs (voir également la composante 1.3 Évaluation des risques). La prise en compte aussi bien des actifs que des passifs de manière plus générale améliore la base de données pour les décisions d'investissement public et peut également éclairer les évaluations de la viabilité de la dette.

Le rapport Fiscal Monitor Report (Moniteur des finances publiques) du FMI datant de 2018 présente cette approche analytique en détail et l'applique à un éventail de pays (des États-Unis et de la Norvège en passant par la Gambie et l'Indonésie). Il distille quelques enseignements communs et montre que les économies dont les bilans du secteur public sont plus solides connaissent des récessions moins profondes et récupèrent plus rapidement après avoir été confrontées à des ralentissements économiques. Cela s'explique principalement par le fait qu'ils disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour la politique budgétaire contracyclique.

Source : IMF (2018) *Fiscal Monitor: Managing Public Wealth* ; disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2018/10/04/fiscal-monitor-october-2018>

7 Section 3.2 du chapitre III.E du Rapport 2020 sur le financement du développement durable. Disponible à l'adresse : <https://developmentfinance.un.org/fsdr2020>

Objectifs nationaux et comparaisons entre pairs

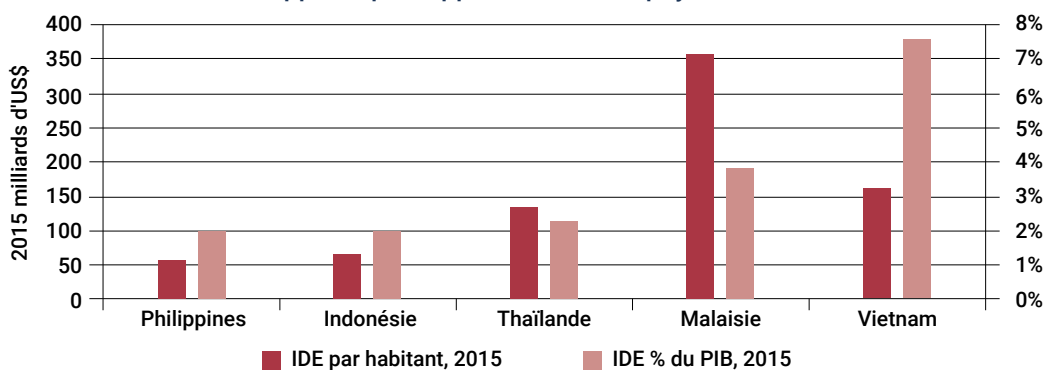
La comparaison des tendances actuelles des financements publics et/ou privés avec les objectifs spécifiques que les pays peuvent s'être fixés peut aider à déterminer les domaines d'action prioritaires, que ce soit pour mobiliser des ressources supplémentaires ou utiliser plus efficacement certaines ressources. Les comparaisons internationales permettent également de repérer les domaines de financement sous-exploités, où des défis sous-jacents peuvent limiter les flux, et qui pourraient libérer des financements supplémentaires (que ce soit par des gains d'efficacité ou de nouveaux flux).

Par exemple, dans le contexte de la DFA des Philippines, les niveaux d'IDE dans les économies comparables ont

servi de base au dialogue sur les options envisageables pour renforcer l'environnement propice à l'investissement privé (Figure 8a). Dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV du FMI en 2019 au Guyana, les indicateurs d'accès financier dans les pays pairs (Figure 8b) ont été utilisés pour envisager des mesures visant à améliorer davantage l'inclusion financière dans le pays. Le [tableau de bord du financement de la transition de l'OCDE](#) fournit une évaluation rapide des principaux flux de financement et permet d'identifier les pays pairs appropriés pour comparer les performances nationales, en utilisant des données sur des statistiques clés telles que le PIB, le RNB par habitant, la population et l'indice du capital humain.

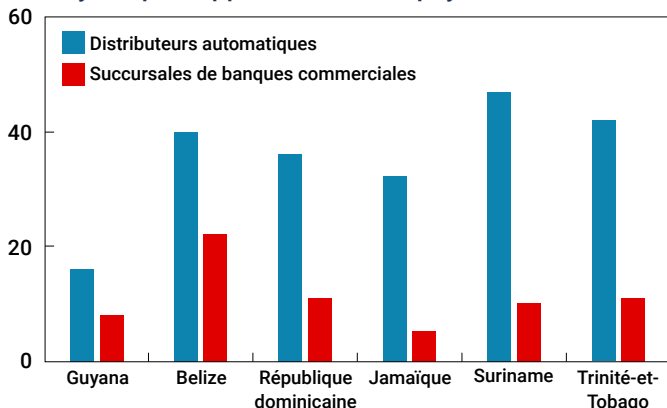
FIGURE 8. EXEMPLES DE COMPARAISONS ENTRE PAIRS

8a. Volumes d'IDE aux Philippines par rapport aux autres pays de l'ASEAN-5



Source : Aperçu de l'évaluation du financement du développement aux Philippines 2017

8b. Accès financier au Guyana par rapport aux autres pays de la CARICOM (nombre pour 100 000 adultes)



Source : IMF, Guyana 2019 Article IV consultation staff report

Étape 2 : affectation et utilisation du financement, lacunes du financement et liens vers les résultats de développement durable

Une image plus désagrégée des allocations et de l'utilisation des financements actuels permet aux décideurs politiques de mieux comprendre leur influence et la manière dont ils contribuent (ou nuisent) à la réalisation des priorités nationales de développement. Elle pose également une base de référence pour le calcul des lacunes de financement, par exemple au niveau sectoriel ou programmatique. Elle permet de répondre aux questions suivantes :

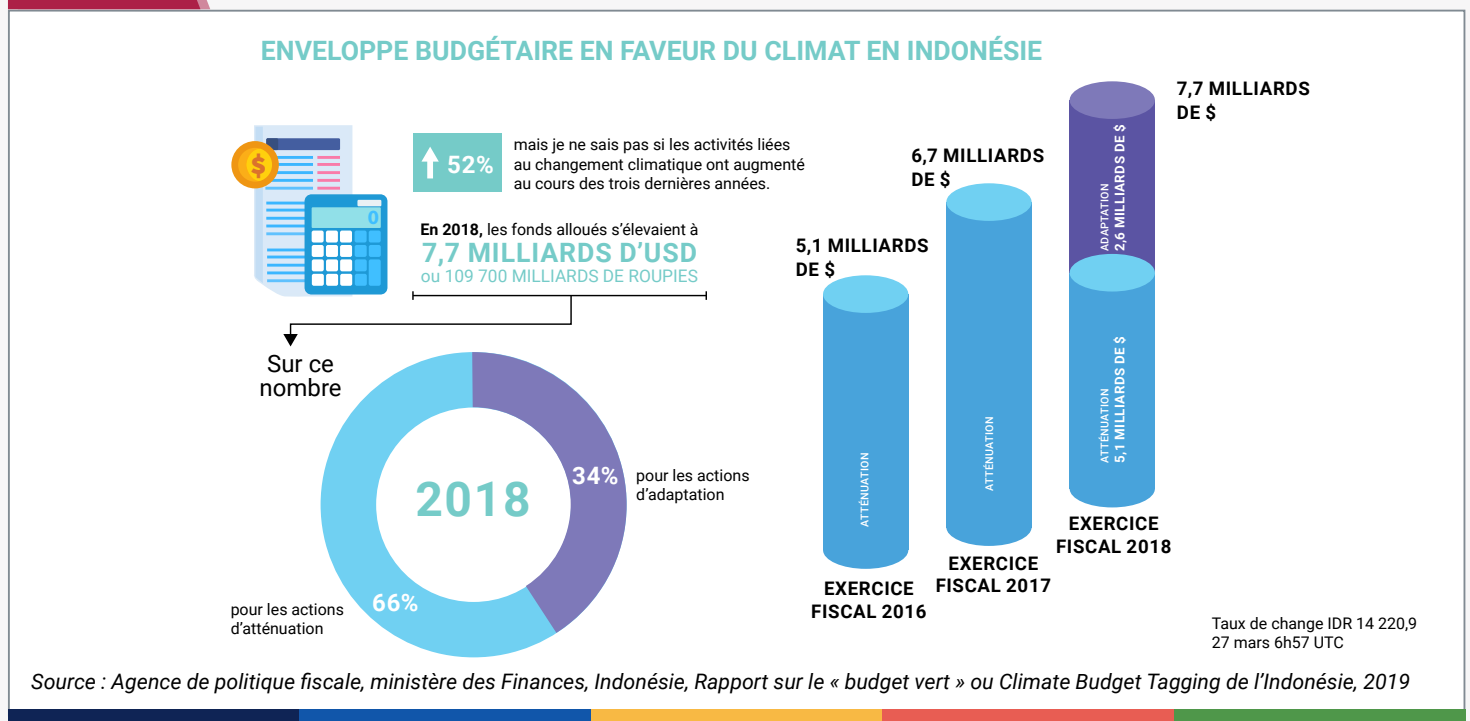
- Dans quelle mesure les financements actuels (publics et privés) sont-ils en adéquation avec les priorités nationales en matière de développement durable ?
- Comment les priorités thématiques, les secteurs et les sites infranationaux sont-ils financés ?
- Quelles sont les lacunes en matière de financement ?
- Quels aspects du financement pourraient être mieux orientés afin de servir les priorités de développement national ?

Il existe des outils permettant de soutenir les efforts des pays dans cette analyse désagrégée. Quand ils sont en place, les outils de suivi basés sur les résultats peuvent

faciliter le travail de cartographie et de suivi des liens entre le financement et les résultats, notamment en ce qui concerne les priorités thématiques transversales telles que l'égalité des sexes. Les données financières désagrégées peuvent être croisées avec les résultats ou avec d'autres données descriptives, par exemple en comparant les émissions de carbone par secteur/industrie avec les tendances en matière de prêts ou d'investissements étrangers dans ces secteurs. L'analyse des données désagrégées par secteur et par emplacement sous-national peut permettre de mieux cerner la mesure dans laquelle des domaines stratégiques clés sont sous-financés ; l'examen des dépenses courantes par rapport aux dépenses d'investissement peut souligner des domaines potentiels de sous-investissement.

L'étape 2 nécessite une collecte et une analyse en profondeur des données. Au lieu de procéder à une cartographie complète, on pourrait par exemple déterminer les domaines d'analyse prioritaires en réponse aux préférences des gouvernements (par exemple, les priorités thématiques pour mieux reconstruire), aux tendances des besoins de financement (par exemple, les domaines dans lesquels les besoins de financement sont les plus importants), aux tendances du financement (par exemple, les résultats auxquels les types de financement en croissance rapide peuvent contribuer), ou à d'autres facteurs.

FIGURE 9. UTILISATION D'OUTILS DE SUIVI BASÉS SUR LES RÉSULTATS : CAS DE L'INDONÉSIE



Utiliser des outils de suivi basés sur les résultats

Les structures de suivi basées sur les programmes ou les performances peuvent faire le lien entre les dépenses budgétaires et les domaines de résultats. Les systèmes d'étiquetage des dépenses publiques peuvent mettre en lumière les dépenses liées à des priorités thématiques transversales, telles que l'égalité des sexes ou le climat.

Le Mexique, par exemple, a mis en place un cadre de budgétisation des ODD qui relie les dépenses de ses programmes budgétaires aux ODD et aux objectifs des ODD correspondants. L'Indonésie (Figure 9) et le Pakistan ont quant à eux mis en place des systèmes de marquage du budget climatique qui leur permettent de suivre les dépenses publiques liées au changement climatique. Les examens institutionnels des dépenses publiques dans le domaine climatique réalisés par le PNUD peuvent également servir à évaluer les budgets publics et leurs contributions à l'action climatique. Plusieurs pays, dont l'Équateur et la Colombie, ont établi des systèmes de marquage des dépenses publiques liées à l'égalité des sexes dans le temps qui permettent d'évaluer dans quelle mesure les budgets publics contribuent à la réalisation des priorités en matière d'égalité des sexes. Les examens budgétaires de l'UNDRR basés sur les risques peuvent aider à cerner des lacunes dans les affectations des financements publics à la réduction des risques dans tous les secteurs, sur la base du profil de risque de catastrophe d'un pays, et garantir que le financement est conforme aux objectifs de réduction des risques de catastrophe et de résilience des ODD et du Cadre de Sendai. Les [évaluations de l'engagement en faveur de l'équité](#) utilisent l'analyse de l'incidence fiscale pour déterminer dans quelle mesure la politique fiscale (impôts et dépenses publiques) réduit les inégalités et la pauvreté d'un pays donné.

Il existe également des outils permettant d'évaluer le financement au-delà des budgets publics. Par exemple, les DFA fournissent des orientations sur l'analyse des principales priorités pour une meilleure reconstruction après la pandémie de COVID-19, telles que des considérations pour un rétablissement vert et inclusif. Les données sur le soutien public total au développement durable (TOSSD) peuvent mettre en lumière les contributions aux ODD des flux de ressources officiels transfrontaliers (y compris l'APD, les autres flux officiels, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire) et du financement privé mobilisé par les interventions officielles. En ce qui

concerne les activités du secteur privé, aux Philippines, l'initiative « Transformational business » a permis de cartographier les activités des entreprises par rapport aux ODD. De son côté, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a également mis en place un tableau de bord des ODD à des fins similaires. La boîte à outils de l'OCDE sur l'IDE de qualité peut aider à évaluer la manière dont celui-ci contribue aux priorités du développement durable telles que la diversification économique ou l'égalité des sexes. Les initiatives de suivi des investissements dans les ODD, telles que le [tableau de bord des tendances des investissements dans les ODD](#) de la CESAP, peuvent également servir à évaluer les contributions des différentes sources de financement à des domaines de résultats particuliers en matière de développement durable.

Désagrégation des données par secteur

Les décideurs politiques peuvent s'aider de l'examen de la répartition des financements par secteur pour mieux comprendre les types de ressources investies dans des priorités thématiques ou des ODD spécifiques. Généralement, les données peuvent être désagrégées par secteur, en utilisant des classifications pour faire la distinction entre les secteurs sociaux clés tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et les secteurs économiques tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, le tourisme, ainsi que des secteurs tels que l'énergie et les transports. De manière générale, les dépenses budgétaires, la coopération au développement, les dépenses et les investissements des entreprises publiques peuvent être ventilés ou classés au sein de ces secteurs. Les données relatives aux investissements privés, tels que les investissements étrangers directs et les investissements nationaux, sont souvent classées par secteur économique et productif, ce qui peut aider à comprendre la répartition des ressources investies dans les priorités du développement durable. D'autres outils spécifiques servent également à évaluer les flux de dépenses et les paysages du financement de secteurs donnés (voir section 4.3).

La distinction entre les dépenses et les investissements actuels dans des secteurs spécifiques peut par ailleurs aider à identifier les domaines touchés, par exemple, par un sous-investissement susceptible d'entraver les progrès à l'avenir. Cela permet également de déterminer si les investissements actuels sont proportionnels aux risques émergents et futurs, y compris les risques liés aux catastrophes et au climat. Les dépenses budgétaires et

l'activité des entreprises d'État peuvent généralement être désagrégées de cette manière, tout comme les prêts au secteur privé.

Désagrégation des données par localisation infranationale

Les données au niveau infranational ne seront probablement pas disponibles pour tous les types de financement. Toutefois, dans la mesure du possible, leur découpage de cette manière complétera d'autres analyses et offrira un aperçu supplémentaire sur des questions telles que l'inégalité. Du point de vue des finances publiques, cela est particulièrement utile dans les systèmes fortement décentralisés où la prestation de services et les dépenses essentielles se font au niveau local. Par exemple, dans la DFA 2018 des Îles Salomon, les données infranationales ont servi à analyser les différentes manières dont un fonds public majeur a été alloué au niveau de la circonscription (Figure 10) ; cela a facilité le dialogue sur les structures de suivi et de gestion qui ont été mises en place autour du fonds.

Estimation des lacunes de financement

L'analyse des niveaux actuels de financement pour les domaines prioritaires transversaux et thématiques, tels que le climat et l'égalité des sexes, les secteurs individuels ou les sites infranationaux, peut être combinée avec les résultats des évaluations des besoins de financement (voir les conseils de la composante 1.1) pour évaluer les lacunes de financement. Par exemple, [le Népal a récemment évalué](#) et conclu qu'il fallait un financement de 1 800 milliards de roupies en investissements privés pour le secteur de l'énergie. Combiné à l'analyse des financements privés disponibles (480 milliards de roupies), ce chiffre a permis d'estimer à 1 300 milliards de roupies le montant de la lacune de financement. Au Cambodge, les résultats de l'application de l'outil OneHealth pour estimer le coût de la mise en œuvre du plan stratégique national de santé pour 2016-2020 ont été comparés aux prévisions de dépenses du gouvernement et des donateurs pour la santé au cours de la même période afin d'identifier les potentielles lacunes (voir Figure 11).

Pour l'Égypte, les conclusions tirées des simulateurs dynamiques de financement des ODD de la CESAO estiment que la lacune de financement pour la réalisation de la Vision 2030 pour le développement durable et des plans de développement sectoriels

du pays s'élève à 924 milliards de dollars (avant la triple crise alimentaire, énergétique et financière) et qu'en tenant compte des liens entre les ODD, les coûts peuvent être réduits de près de 22 %.

Les estimations des lacunes de financement peuvent éclairer la hiérarchisation des politiques de financement et des réformes, ainsi que l'articulation de la stratégie de financement (voir les orientations de la composante 2). Par exemple, dans le cas du [Cambodge](#), les résultats ont servi à envisager d'autres sources de financement (par exemple, prépaiement par le biais du secteur formel et d'une assurance privée) pour les années affichant un déficit de financement. En [Tanzanie](#), une application du même type que l'outil OneHealth a permis de cerner un ensemble de lacunes de financement potentiels dans le secteur de la santé selon différents scénarios. Cette application a également fourni des preuves utiles pour la mobilisation des ressources auprès de sources nationales et externes.

Étape 3 : relier l'analyse du paysage du financement à d'autres exercices d'évaluation et de diagnostic

L'analyse du paysage du financement éclaire aussi les risques en matière de financement et les contraintes potentielles, et devrait donc fournir des informations pour les étapes suivantes de la phase d'évaluation et de diagnostics.

Liens vers l'évaluation des risques. Les conclusions relatives aux principaux défis et opportunités de financement sont utiles pour éclairer la portée et l'orientation des évaluations des risques (voir les conseils de la composante 1.3). Par exemple, si des types de financement spécifiques dominent le paysage du financement, les risques liés à leur volatilité peuvent justifier une attention particulière. De même, si des opportunités sont identifiées pour mobiliser des financements supplémentaires du secteur privé par le biais de mécanismes de financement innovants, l'évaluation des risques devra incorporer une analyse des risques au niveau des instruments pour s'assurer que ces derniers sont exploités de manière efficace et durable.

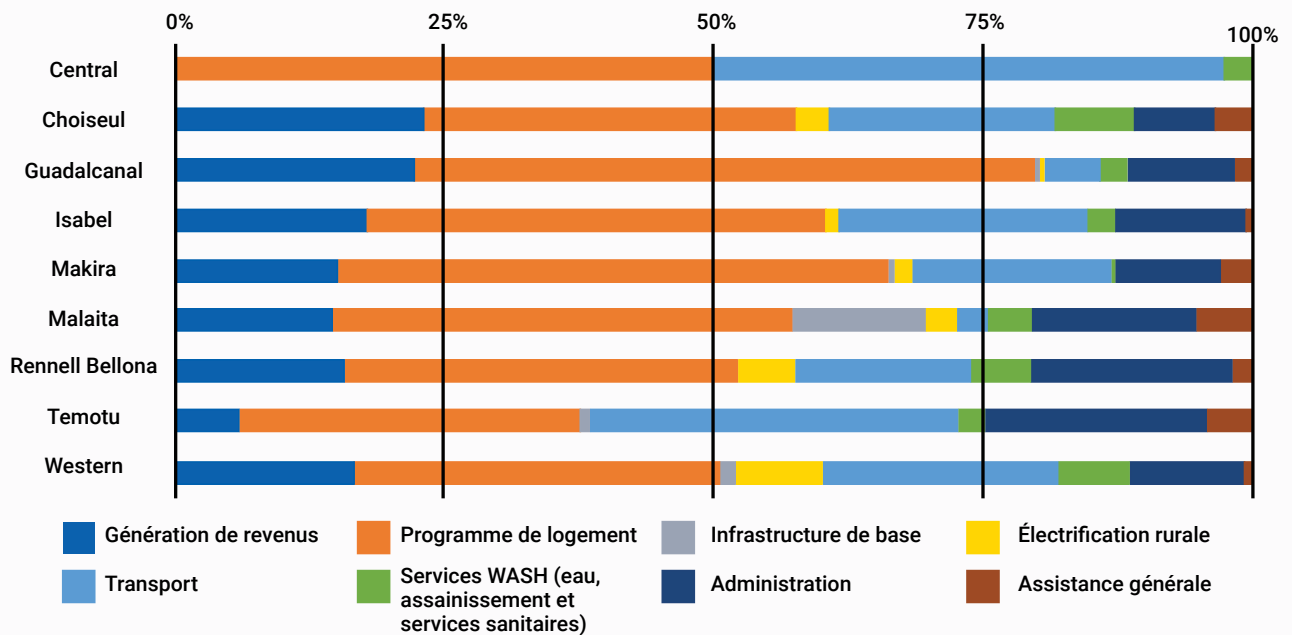
Lien avec les diagnostics des contraintes actives. L'évaluation du paysage du financement donne un premier aperçu des défis sous-jacents qui entravent l'utilisation efficace et efficiente des ressources. Par exemple, l'analyse des dépenses publiques au niveau central et/ou local par rapport aux indicateurs liés à des domaines de résultats

particuliers (voir l'étape 2) peut mettre en évidence des inefficacités sous-jacentes, dans le cas où des volumes importants sont dépensés sans vraiment générer de résultats. L'analyse des étapes 1 et 2 peut également mettre en évidence des domaines dans lesquels des obstacles sous-jacents peuvent entraver la mobilisation de financements supplémentaires et/ou leur alignement effectif sur les priorités du développement durable. Par exemple, les faibles niveaux d'investissement privé national peuvent faire ressortir des contraintes sur les marchés financiers qui limitent les emprunts des entreprises. Les portefeuilles de prêts relatifs aux industries qui sont plus ou moins durables sur le plan environnemental, ou qui sont plus ou moins inclusives, peuvent mettre en évidence des déconnexions entre les incitations auxquelles les entreprises du secteur financier sont confrontées dans leurs modèles d'entreprise et les priorités nationales en matière de développement durable. Cela peut motiver un diagnostic plus détaillé des contraintes actives qui, à son tour, peut également faciliter la hiérarchisation des politiques et des réformes de financement nécessaires (voir l'orientation de la composante 1.4).

4.2. Sources habituelles de données

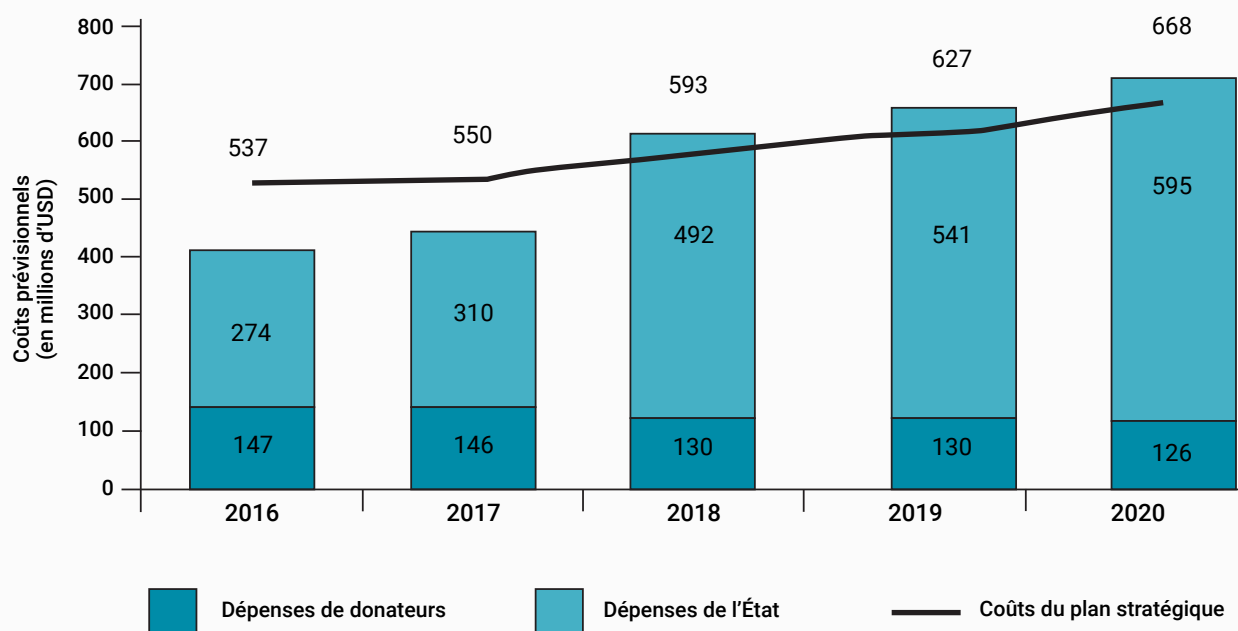
Les sources habituelles de données et d'informations, aussi bien nationales qu'internationales, sont répertoriées dans le Tableau 2. Les données nationales fourniront souvent des informations plus opportunes et granulaires. Les sources de données internationales peuvent compléter les sources nationales et mieux convenir pour faire des comparaisons internationales.

FIGURE 10. PRENDRE EN COMPTE LE NIVEAU INFRANATIONAL : CAS DES ÎLES SALOMON



Source : Solomon Islands Development Finance Assessment, 2018

FIGURE 11. COMPARATIF ENTRE LES PRÉVISIONS DE COÛTS ET LES PRÉVISIONS DE NIVEAUX DE DÉPENSES PUBLIQUES DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ AU CAMBODGE



Source : Estimating health plan costs with the OneHealth tool, Cambodia

TABEAU 2. SOURCES HABITUELLES DE DONNÉES POUR L'ANALYSE DU PAYSAGE DU FINANCEMENT

SOURCES HABITUELLES DE DONNÉES	TYPES DE FINANCEMENT COUVERTS	LIENS POUVANT GÉNÉRALEMENT ÊTRE ÉTABLIS AVEC LES DOMAINES DE RÉSULTATS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
SOURCES TRANSVERSALES		
<i>Sources nationales de données</i>		
Publications des statistiques de la Banque centrale (par exemple, balance des paiements, suivi du secteur financier)	Financement transfrontalier (y compris IDE, transferts de fonds, APD, emprunts internationaux) ; données sur les marchés financiers (par exemple, tendances du crédit) ; données principales sur les finances publiques.	Les données du secteur financier peuvent souvent être désagrégées par type de prêteur/emprunteur et par industrie/secteur, ce qui permet d'établir des liens avec les domaines de résultats du développement durable. Données sur les flux transfrontaliers : indirectes.
Publications du bureau national des statistiques (par exemple, comptes nationaux, enquêtes ad hoc)	Investissement ou formation de capital ; données principales sur les finances publiques, les marchés financiers, etc. ; données d'enquête sur les entreprises, les tendances économiques, la main-d'œuvre, etc.	Investissement, formation de capital et données principales des comptes nationaux : indirect. Les données des enquêtes peuvent fournir des informations sur certains champs de résultats relatifs au développement durable. Par exemple, si l'on combine les enquêtes sur la main d'œuvre et les données d'investissement, on comprend mieux les ODD liées à la création d'emplois, le fait de ne laisser personne de côté, l'émancipation économique des femmes, etc.
<i>Sources internationales de données</i>		
Soutien public total au développement durable (TOSSD)	Flux de financement officiel transfrontalier, y compris l'APD, les autres flux officiels, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ; et financement privé mobilisé par les interventions officielles.	Les données sont rapportées au niveau du projet et peuvent être désagrégées en fonction de l'ODD et des secteurs d'intervention ⁸ .
FINANCES PUBLIQUES		
<i>Sources nationales de données</i>		
Publications du ministère des Finances, de la Fiscalité et du Budget	Recettes, emprunts, dépenses et investissements de l'État, dépenses et investissements des entreprises publiques.	Liens directs avec des résultats spécifiques dans les systèmes de budgétisation basés sur la performance ; sinon, les données sur les dépenses sectorielles peuvent être liées à des domaines de résultats en matière de développement durable.
Rapports annuels des entreprises publiques	Dépenses et investissements par des entreprises publiques	Liens entre les données de financement et les secteurs dans lesquels les entreprises publiques individuelles sont actives, en particulier si des données de résultats sont incluses dans le rapport annuel.

SOURCES HABITUELLES DE DONNÉES	TYPES DE FINANCEMENT COUVERTS	LIENS POUVANT GÉNÉRALEMENT ÊTRE ÉTABLIS AVEC LES DOMAINES DE RÉSULTATS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
<i>Sources internationales de données</i>		
Statistiques financières gouvernementales du FMI	Recettes et dépenses publiques	Les données sur les dépenses sectorielles peuvent être liées aux domaines de résultats du développement durable.
Banque mondiale (banques de données, statistiques sur la dette internationale)	Recettes du gouvernement Emprunts publics	Indirect (aucune désagrégation sectorielle disponible)
CAD de l'OCDE	Finances publiques internationales : aide publique au développement (APD), autres flux officiels, APD non-CAD	Données sectorielles ; les données au niveau du projet/de l'activité sont entièrement disponibles pour les flux APD
FINANCEMENT PRIVÉ		
<i>Sources nationales de données</i>		
Publications du ministère du Commerce (p. ex. bulletins économiques), Banques centrales	Investissement national, IDE	Les données d'investissement désagrégées par secteur peuvent établir un lien avec les résultats du développement durable
Banques centrales	Transferts de fonds	
Fondations, organismes philanthropiques	Philanthropie, dons volontaires	
Autorités locales, organisations communautaires	Financement communautaire (par exemple, pour les projets concernant l'eau	
<i>Sources internationales de données</i>		
Banque mondiale (banques de données, recueil de faits sur les remises migratoires, statistiques de la dette internationale)	Crédit national au secteur privé, transferts de fonds, IDE, actions de portefeuille, emprunts internationaux par le secteur privé	Indirect (aucune désagrégation sectorielle disponible)
Statistiques de la CNUCED	Investissement direct étranger	Indirect (aucune désagrégation sectorielle disponible)
CAD de l'OCDE (base de données sur la philanthropie privée pour le développement)	Philanthropie privée internationale	Liens directs avec les résultats du développement durable par le biais de la désagrégation sectorielle des données

La qualité et la disponibilité des données peuvent faire surgir des défis (voir Encadré 1), aussi bien en termes de couverture des flux que de capacité à relier le financement aux résultats (par exemple concernant les répercussions sur l'égalité homme-femme).

En l'absence de données, il peut falloir utiliser des données de substitutions, notamment pour les investissements commerciaux nationaux. De nombreux pays ne disposent pas de données complètes sur l'investissement total par des entreprises nationales et il peut être nécessaire de les remplacer par des données de substitution, telles que la formation brute de capital fixe privé ou les emprunts contractés par les entreprises à des fins d'investissement. Les données décrivant d'autres flux, tels que les investissements et les dépenses des ONG, des organisations confessionnelles ou philanthropiques, peuvent aussi être indisponibles ou limitées dans les systèmes existants. Des mesures proactives peuvent être nécessaires pour recueillir des données décrivant ces flux. Les conclusions de l'exercice de cartographie institutionnelle, effectuée lors de la [phase de lancement](#), peuvent servir à identifier les sources de données pertinentes.

Il peut y avoir des chevauchements entre les données provenant de plusieurs sources, ce qui augmente le risque de double comptage. Par exemple, l'aide publique au développement (APD) inscrite au budget peut être incluse

dans les données sur les recettes (et/ou les dépenses) du gouvernement et dans les données sur la coopération au développement. Les données sur les emprunts nationaux peuvent recouvrir celles des emprunts commerciaux à l'étranger si les banques nationales se financent sur les marchés de capitaux internationaux. L'APD inscrite dans le budget peut être retranchée des totaux de l'APD afin d'éviter de comptabiliser deux fois l'APD prise en compte dans les chiffres du budget du gouvernement. Les données des enquêtes monétaires peuvent montrer les emprunts effectués par les système financier national à l'étranger, qui peuvent ensuite être retirés des données sur les décaissements de la dette de l'étranger aux acteurs locaux privés.

4.3. Outils existants

Les tableaux 3 à 5 font la synthèse des outils existants pouvant contribuer à l'évaluation du paysage du financement et mettent en évidence leurs liens avec les domaines de résultat du développement durable. Pour plus de commodité, ces outils sont classés en fonction du type de financement couvert (transversaux, financements publics, financements privés).

TABLEAU 3. OUTILS TRANSVERSAUX

NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ODD	LIEN
Évaluation du financement du développement (DFA) du PNUD	L'aspect analytique des DFA donne une image globale du paysage du financement d'un pays et contribuer à cerner les défis et les opportunités en vue d'un financement plus intégré et plus efficace des ODD.	Multiple, en fonction de la désagrégation des données disponibles par secteur/domaine de résultats et des priorités identifiées par le gouvernement qui dirige l'exercice.	lci
Consultations au titre de l'article IV du FMI	Les consultations au titre de l'article IV sont l'aboutissement du processus de surveillance du FMI au niveau d'un pays. Les rapports comprennent une évaluation des évolutions et des politiques économiques et financières, ainsi qu'une analyse des finances publiques nationales, des investissements privés et du secteur financier.	Relation indirecte avec des domaines de résultats de développement durable spécifiques/ODD.	lci
Tableau de bord de l'OCDE sur le financement de la transition	Ce tableau permet aux utilisateurs d'effectuer des analyses sur les tendances de financement et la combinaison de financements au niveau national, en mettant l'accent sur les recettes fiscales, l'APD, les autres flux officiels (OOF), les investissements directs étrangers (IDE) et les transferts de fonds. Les données sur ces flux sont également utilisées pour évaluer l'importance relative du financement public/privé et intérieur/extérieur, et pour comparer la combinaison de financement dans un pays à celle de pays ayant des caractéristiques structurelles similaires (« pairs »).	Multiple, en fonction de la désagrégation des données disponibles par secteur pouvant être liées aux domaines de résultats du développement durable/ODD	lci
Méthodologie de l'OCDE pour le financement de la stabilité	Cette méthodologie décrit le processus d'élaboration de stratégies de financement dans des contextes fragiles, l'identification des sources de financement actuelles et potentielles étant une étape clé. L'approche consiste à dresser une cartographie préliminaire des flux financiers et des acteurs, puis à valider et à compléter cette analyse avec les principales parties prenantes.	Multiple. Adapté aux domaines thématiques spécifiques concernant les pays qui se trouvent dans des situations fragiles.	lci
Initiative pour le financement de la biodiversité (BIOFIN) du PNUD	UCette initiative sert à évaluer les tendances et l'état actuel du financement public et privé de la biodiversité, y compris les instruments de financement, les recettes, les subventions et les dépenses liées à la biodiversité. Elle donne également une orientation sur la prévision des dépenses futures liées à la biodiversité.	ODD 14 et 15/Biodiversité	lci
Tableau de bord de la CESAP sur les tendances en matière d'investissement dans les ODD	Ce tableau de bord donne un aperçu des volumes de dépenses et d'investissements nationaux dans les pays asiatiques dans les domaines des ODD, ventilés par gouvernement, ménages, financement remboursable et financement externe.	Multiple. Données désagrégées par domaine des ODD : pauvreté et faim (ODD 1 et 2) ; santé et éducation (ODD 3 et 4) ; logement, eau et assainissement (ODD 6 et 11) ; énergie propre et infrastructure durable (ODD 7 et 9) ; environnement et climat (ODD 12 et 15) ; genre, justice et statistiques (ODD 5, 16 et 17).	lci

TABLEAU 3. OUTILS TRANSVERSAUX

NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ODD	LIEN
<p>Simulateurs de solutions de financement des ODD de la CESAO</p>	<p>Les simulateurs de solutions de financement des ODD offrent des moyens dynamiques permettant d'estimer les potentiels et les densités de financement en vue d'atteindre les priorités nationales en matière de développement durable. Ils identifient les sources permettant de combler les lacunes de financement des ODD et servent de modules interactifs pour projeter les propensions de financement et saisir les gains d'efficacité plausibles résultant de l'optimisation des décisions de financement.</p>	<p>Multiples</p>	<p>lci</p>
<p>Analyse des données sur le financement du développement de la CESAO</p>	<p>L'analyse des données permet de visualiser les performances nationales en matière de financement national pour le développement et sert de plateforme numérique pour suivre les progrès ainsi que le financement national et régional des modèles de développement dans la région arabe, y compris les principaux moyens financiers et non financiers de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. La base de données fournit également un suivi de la santé du financement et suit les flux de financement du développement.</p>	<p>Multiples</p>	<p>lci</p>

TABLEAU 4. OUTILS DE FINANCEMENT PUBLIC

NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ODD	LIEN
Examen budgétaire l'UNDRR tenant compte des risques	Utilisé pour examiner les budgets publics dans tous les secteurs par rapport aux profils de catastrophe nationaux afin de déceler les lacunes dans l'allocation des fonds à la réduction des risques et à la prévention.	ODD 1, 11 et 13/Réduction des risques de catastrophe, ainsi que des domaines de résultats de développement durable plus larges qui bénéficieraient d'une résilience accrue.	
Dépenses publiques et responsabilité financière (PEFA)	Méthodologie standard pour effectuer un diagnostic de la gestion des finances publiques (GFP). Peut être utilisée pour évaluer les forces et les faiblesses des finances publiques, ce qui peut ensuite éclairer l'identification des principaux défis et opportunités dans le cadre de l'évaluation plus large du paysage du financement.	Relation indirecte avec des domaines de résultats de développement durable spécifiques/ODD.	Ici
Analyse de viabilité de la dette (AVD) du FMI	Comprend, entre autres, une analyse des prévisions de la dette pesant sur un pays lors des 10 prochaines années, ce qui peut donner des informations sur les principaux défis et opportunités dans son paysage global du financement.	Relation indirecte avec des domaines de résultats de développement durable spécifiques/ODD.	Ici
Analyse fiscale des industries extractives (AFIE) du FMI	Principalement utilisée dans le cadre du travail de conseil du département des affaires fiscales du FMI sur la conception du régime fiscal, mais peut également servir à prévoir les recettes, ce qui permet aux utilisateurs de comparer les recettes réelles et réalisées avec les résultats du modèle dans le cadre de l'analyse des écarts fiscaux.	ODD n° 9/ Industrie	Ici
Diagnostiques sur la budgétisation sensible au genre d'ONU Femmes	Cet outil est utilisé pour évaluer l'égalité des sexes dans les lois, les politiques et l'administration fiscales, ainsi que dans les allocations et les dépenses budgétaires.	ODD n° 5 : égalité des sexes	
Diagnostic de l'OMS sur le financement de la santé dans les pays	Fournit une analyse complète de la situation du système de financement de la santé d'un pays, y compris le niveau actuel, la composition et les sources de financement du secteur de la santé, les schémas de dépenses de santé et les dispositions institutionnelles pour le financement de la santé. Cet outil évalue également les performances du système de santé par rapport aux objectifs de la couverture sanitaire universelle.	ODD n° 3/ Santé	Ici
Programme « Public Finance for Children » (PF4C) de l'UNICEF	Il fournit des questions d'orientation pour les examens des dépenses de performance et l'analyse budgétaire afin d'évaluer les dépenses du gouvernement en faveur des activités en faveur de la petite enfance. Il inclut également des considérations pour l'analyse infranationale, d'après l'évaluation des flux financiers au point de prestation des services.	Multiple. En particulier les domaines de la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4) et la protection sociale (ODD 1) qui sont importants pour les enfants.	Ici

NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ODD	LIEN
Examens des dépenses publiques et du cadre institutionnel en faveur du climat (CPEIR) du PNUD	Évalue les volumes de fonds qui ciblent les actions climatiques dans les budgets nationaux, et identifie les politiques fiscales pertinentes qui contribuent au financement de la lutte contre le réchauffement climatique, y compris les aides fiscales et les subventions.	ODD n° 13/Climat	Ici
Évaluation de l'engagement en faveur de l'équité (CEQ) de l'Université de Tulane	Cet outil sert à analyser l'effet des impôts et des dépenses sociales sur les inégalités et la pauvreté, sur la base d'une analyse d'incidence et d'un questionnaire de diagnostic permettant de répondre aux questions concernant : la redistribution des richesses et la lutte contre la pauvreté grâce aux dépenses sociales, aux subventions et aux impôts ; la progressivité des recettes et des dépenses pu-bliques ; et la manière dont la redistribution des richesses et la lutte contre la pauvreté pourraient être augmentées dans les limites de la prudence budgétaire.	ODD 1 et 10/Pauvreté et inégalité	Ici

TABLEAU 5. OUTILS DE FINANCEMENT PRIVÉ

NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ODD	LIEN
Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) du FMI et de la Banque mondiale	Ce programme permet de dresser un tableau complet du secteur financier d'un pays et d'analyser sa structure, ses forces et ses faiblesses. Il sert également à alimenter les consultations au titre de l'article IV.	Relation indirecte avec des domaines de résultats de développement durable spécifiques/ODD	Ici
Examens de la politique d'investissement (EPI) réalisés par la CNUCED	Cet outil implique d'examiner l'environnement politique, réglementaire et institutionnel de l'investissement ; d'identifier les priorités stratégiques d'investissement compatibles avec les ODD et les objectifs de développement nationaux, et de formuler des recommandations concrètes. Il comprend également une vue d'ensemble de l'état de l'IDE dans le pays, en mettant l'accent sur les secteurs pertinents dans le contexte national.	Multiple, en fonction de la désagrégation des données disponibles par secteur pouvant être liées aux domaines de résultats du développement durable/ODD	Ici
Diagnostic du secteur privé des pays de la SFI (CPSD)	Ce diagnostic évalue les opportunités et les contraintes liées à la croissance du secteur privé. Il examine l'état général du secteur privé et l'éventail des opportunités à court terme pour l'engagement du secteur privé, et fournit des recommandations pour les réformes et les politiques visant à mobiliser l'investissement privé. Il combine une analyse globale de l'économie à une analyse sectorielle.	Relation indirecte avec des domaines de résultats de développement durable spécifiques/ODD	Ici

5. Évaluation du paysage du financement dans des différents contextes nationaux

Le contexte varie considérablement d'un pays à l'autre et l'évaluation du paysage du financement doit s'adapter à ces spécificités nationales :

L'étendue des systèmes de données existants. La couverture des systèmes de données nationaux et l'existence de systèmes de données qui relient les flux financiers à des résultats particuliers en matière de développement durable diffèrent d'un pays à l'autre. Lorsque les systèmes en place sont solides, les évaluations du paysage du financement peuvent mettre l'accent sur la relation entre les flux financiers et les résultats du développement durable de manière plus approfondie. Lorsqu'ils sont moins développés, l'accent sera plutôt mis sur les éléments manquants du tableau des flux de financement.

Complexité du paysage du financement. La complexité varie en fonction de la taille du pays, de l'état de développement du secteur privé, ainsi que de la profondeur et du développement des marchés financiers. Les pays plus grands et plus développés comptent davantage d'acteurs et disposent d'un éventail plus large de types et de modalités de financement, ainsi que d'une échelle et d'une diversité beaucoup plus grandes dans les flux et les instruments de financement. Le rôle des entreprises publiques varie fortement d'un pays à l'autre. De même, les ONG, les organisations confessionnelles, les organisations philanthropiques et l'éventail des partenaires de développement actifs auront des répercussions sur la complexité de l'exercice. L'Encadré 3 donne un aperçu des spécificités des évaluations du paysage du financement dans les États fragiles et touchés par un conflit.

Capacité du gouvernement à élaborer et actualiser l'évaluation du paysage du financement. Pour les opérations et la gestion d'un INFF, il est important de toujours comprendre comment les tendances de financement évoluent dans le temps. L'évaluation initiale peut s'appuyer sur certains des outils décrits dans la section 4.3 ci-dessus. Cependant, pour intégrer cette fonction dans la supervision continue d'un INFF, de nombreux gouvernements souhaiteront également mettre en place des capacités internes. La portée de l'évaluation doit tenir compte de la capacité et des ressources du gouvernement pour compiler et analyser les données de manière régulière. Lorsque les capacités sont plus limitées, les évaluations peuvent se concentrer uniquement sur les questions prioritaires ou faire appel à un soutien international.

Se concentrer sur les questions de financement prioritaires. Les analyses du paysage financier peuvent cibler les principales sources de financement ou les domaines présentant des difficultés ou des possibilités particulières de débloquer des investissements nouveaux et/ou mieux alignés. Par exemple, dans les Îles Salomon, l'évaluation du financement du développement s'est concentrée sur l'expérience passée du pays en matière d'investissements étrangers dans le secteur de l'exploitation forestière et sur les leçons à en tirer pour les investissements futurs dans le secteur minier. Le Libéria a procédé à une évaluation succincte du financement du développement en se concentrant sur le potentiel d'engagement de l'importante diaspora libérienne, et en envisageant des options telles que des obligations ciblant la diaspora. La plupart des gouvernements auront d'emblée une bonne idée des principales questions de financement qu'ils souhaitent examiner, ou des principaux défis à relever. Ils peuvent donc orienter les évaluations du paysage du financement en conséquence.

ENCADRÉ 3.**ÉVALUATION DU PAYSAGE DU FINANCEMENT DANS DES CONTEXTES FRAGILES**

Une autre approche s'impose dans le cas de pays financièrement fragiles ou touchés par des conflits, afin d'y intégrer la nature de cette fragilité (environnementale, politique, sociétale, économique ou sécuritaire). L'analyse de l'économie politique doit notamment tenir compte des conflits en cours et appliquer une approche plus souple et tolérante à l'égard des risques. Les besoins en développement des capacités seront également accrus, tout comme la nécessité d'envisager des réformes à partir d'approches réalistes et progressives, en se basant sur les conclusions de l'évaluation du paysage du financement.

Certaines questions de financement doivent alors être examinées. Par exemple, les [pays en situation de fragilité](#) sont plus susceptibles d'être lourdement endettés et d'avoir difficilement accès à des financements, en raison de problèmes d'ordre sécuritaires ou de leur mention sur des listes comme celle des États soutenant le terrorisme (SSTL). Parallèlement, la fragilité expose à des risques supplémentaires de sorties de capitaux, car d'importants volumes de sorties nettes d'investissements directs étrangers (IDE) s'observent fréquemment dans ce cas de figure. D'autres problématiques spécifiques concernent la façon de subvenir aux besoins de financement des populations déplacées et aux défis liés à la cessation progressive des opérations de maintien de la paix.

Les acteurs de l'aide humanitaire et des processus de paix jouent un rôle critique dans les contextes fragiles ; les financements qu'ils génèrent doivent être intégrés à l'évaluation du paysage du financement, en examinant aussi bien leur envergure que leur niveau de cohérence et de coordination avec d'autres sources de financement, y compris la coopération au développement.

Remarque : Pour plus d'informations sur les modalités de renforcement des synergies entre le financement de l'aide humanitaire, du développement et de la paix, consultez la [Recommandation du CAD sur le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix](#).

6. Enseignements tirés

L'expérience des pays qui ont réalisé des évaluations du paysage du financement, en particulier ceux qui ont entrepris des DFA, met en évidence quelques enseignements clés :

- Tout d'abord, dans la mesure du possible, il est nécessaire d'inclure dans l'analyse un large éventail de tendances de financement public et privé. En effet, si l'on exclut des acteurs ou des types de financement, on prend le risque d'exclure également de la stratégie de financement, les politiques et les partenariats pertinents pour ces types de financement. Comme indiqué dans la section 4.1, cela n'impose pas de regrouper tous les types de financement en un seul bloc, mais confirme plutôt l'importance d'une analyse, certes différenciée mais aussi complète, de tous les flux pertinents.
- Ensuite, il est également nécessaire d'impliquer les parties prenantes dans le processus d'analyse. En effet, comme leurs décisions déterminent les tendances, il est essentiel de pouvoir échanger avec elles afin de bien comprendre le contexte et les raisons qui sous-tendent ces tendances, et d'identifier les moyens potentiels d'aller de l'avant.
- Enfin, il faut rendre l'analyse accessible. La mise en œuvre opérationnelle d'un INFF consiste à mettre en place une approche plus intégrée qui implique d'échanger avec un plus grand nombre d'acteurs. Il est donc important de veiller à ce que les résultats analytiques et le dialogue les concernant soient accessibles non seulement à des spécialistes techniques, mais également à l'ensemble du public qui participera au pro-cessus INFF.



Integrated National
Financing Frameworks

For more information, visit inff.org

